

posed to be an obstruction by making further statements at a future period. He had no right to palter with the House, but ought to have been in his place to discuss the matter. It was a well known practice of British Parliament that there was seldom discussion on concurrence and never on the Bill. If he did not forget, the hon. gentleman had himself proposed protective duties on Canadian flour and wheat, and carried it. Did it lie in his mouth to sneer now at this policy? As a statesman he had introduced this very policy. The course taken by the Government was plain and defensible, and he could defend it even in Lambton. Those who usually acted with him (Mr. Mackenzie) would tell him he was wrong, and that the rural constituencies knew he was wrong, and he might use all his influence, and it was great, but he could not change it. He (Sir John) appealed to every man who represented a rural constituency, if they did not all support the Government policy, the Canadian policy.

Mr. Mackenzie—No, no.

Hon. Sir John A. Macdonald—When great popular pressure was brought to bear upon the Government to retaliate against the illiberal policy of the United States, the Government of which he and the member for Sherbrooke were members resisted the pressure, believing that the irritation in the United States would cease. They had then to suffer obloquy from the member for Lambton and his leader, Hon. George Brown, (hear, hear). They had then sent the member for Sherbrooke and Mr. Howland to Washington and they went before the Committee of Ways and Means, for which they had no warrant from the Canadian Government. The Government had gone to the very verge of humiliation to obtain reciprocity, and had been taunted with having gone all the length. Now there were fitful attempts by the United States to renew reciprocity, and they had met all these readily. The correspondence which they had had with the United States was confidential, and as men of honour they were bound to keep that secret. As long as there was a channel of hope for renewal they were willing to bear all opprobrium of having been faithless to Canada, but now they could demand the support of the House and country in this matter. They would no longer be made the playthings of political parties in a neighbouring republic, and were determined to have a policy of their own. Look at the fisheries which had been left to their mercies year after year. Look to all the interests of the country sacrific-

ment entendre qu'il se propose de faire de l'obstruction en faisant d'autres déclarations plus tard. Il n'a aucun droit de marchander avec la Chambre, mais il devrait être à sa place pour débattre la question. Un usage parlementaire britannique bien établi veut qu'on discute rarement de ce sur quoi il y a accord et jamais du projet de loi formulé. L'honorable collègue n'a-t-il pas oublié qu'il a lui-même proposé des droits protecteurs sur la farine et le blé canadiens, et qu'il les a fait adopter? N'est-ce pas de sa part une attitude équivoque que de dénigrer maintenant une telle politique? En qualité d'homme public, il a introduit cette même politique. La ligne de conduite adoptée par le Gouvernement est nette et défendable, et il pourrait la défendre même dans Lambton. Ceux qui se rangent habituellement de son côté (celui de M. Mackenzie) lui diront qu'il a tort, et que les électeurs des circonscriptions rurales savent qu'il a tort, et il pourrait faire jouer toute son influence (et elle est grande) mais il ne peut rien y changer. Lui (sir John) fait appel à tout représentant d'une circonscription rurale; n'appuient-ils pas tous la politique du Gouvernement, la politique canadienne?

M. Mackenzie—Non, non.

L'honorable sir John A. Macdonald—Lorsqu'une forte pression populaire vint à s'exercer sur le Gouvernement pour qu'il use de représailles à l'endroit de la politique trop peu libérale des États-Unis, le Gouvernement dont lui-même et le député de Sherbrooke étaient membres a résisté à la pression, croyant que l'irritation s'apaiserait aux États-Unis. Alors, ils ont été blâmés publiquement par le député de Lambton et par son chef, l'honorable George Brown. (Bravo! Bravo!) Ils ont alors délégué le député de Sherbrooke et M. Howland, à Washington, et ils se sont présentés devant le Comité des Voies et Moyens sans avoir été cautionnés par le Gouvernement canadien pour le faire. Le Gouvernement avait frôlé d'humiliation pour obtenir la réciprocité et on lui avait amèrement reproché de s'y être tout à fait abaissé. Maintenant, les États-Unis tentent, par à-coups, de retourner à la réciprocité, et ici, on a paré aussitôt les coups. La correspondance échangée entre le Gouvernement et les États-Unis était confidentielle, et en hommes d'honneur, ils doivent en garder le secret. Tant qu'il y avait encore lieu d'espérer un retour à la réciprocité, ils consentaient à prendre à leur compte l'opprobre d'avoir été déloyaux envers le Canada, mais l'heure est maintenant venue pour eux d'exiger l'appui de la Chambre et de la nation sur ce point. Ils ne seront plus le jouet des partis politiques d'une république voisine et ils ont résolu d'adopter une ligne de conduite bien à eux. Voyez le cas des pêcheries